

La lutte c'est CLASSE!

Depuis la manifestation nationale du 10 novembre dernier, le mouvement national de lutte étudiant est passé à une nouvelle étape. Toujours dans l'objectif d'établir un rapport de force avec le gouvernement, notre association nationale, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), a accueilli parmi ses membres de nombreuses associations étudiante des cégeps et universités. En effet, celles-ci partagent la perspective d'un mouvement combatif, féministe, pour une éducation de qualité et accessible, le tout au sein de la nouvelle Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE). Cette coalition de grève est très similaire à celle qui, en 2005, a mené à bien une Grève Générale Illimitée forçant le gouvernement Charest à rétablir les 103 millions de dollars précédemment coupés dans le programme de bourses. La CLASSE, qui compte à ce jour 65 000 membres, servira à coordonner les efforts de grève au niveau national.

En voulant s'inspirer de la lutte victorieuse de 2005, les membres de la SOGÉÉCOM ont voté d'adhérer à cette coalition le 6 décembre dernier, en assemblée

générale. Depuis, la CLASSE s'est notamment dotée, lors du congrès des 10 et 11 décembre, d'une charte de fonctionnement et d'un calendrier d'action étoffé. Le plan d'action de la CLASSE prévoit entre autres une action de perturbation politique le 16 février, une manifestation à Montréal le 23 de février et plusieurs manifestations locales lors du déclenchement de la grève. Bien entendu, la population étudiante de Maisonneuve est fortement encouragée à y participer!

Le plancher de déclenchement qu'ont adopté les associations membres stipule que la grève débutera lorsque l'équivalent de 20 000 membres partiront simultanément en grève. Ceux-ci devront être répartis dans au moins sept associations réparties sur trois campus différents. Jusqu'à maintenant, 15 associations regroupant plus de 15 000 étudiants et étudiantes ont voté de partir en grève, et dans les prochaines semaines, il y aura des votes à chaque jour, partout à travers le Québec. À Maisonneuve, les étudiantes et les étudiants ont choisi de se prononcer sur la question le 21 février prochain.

Au moment le plus fort, 250 grévistes bloquaient toutes les portes du Cégep de Maisonneuve. Vers midi, le contingent part de Maisonneuve pour se rendre au Square Émilie-Gamelin afin de rejoindre les 30 000 manifestant-e-s. C'était, pour une seule journée de grève, un mouvement d'une ampleur inégalée dans l'histoire du Québec.

La lutte qui s'est enclenchée il y a 2 ans culmine maintenant alors que des associations étudiantes de partout au Québec se consultent sur la grève générale. Toutes les étapes précédentes pour mettre de la pression n'ont pas su faire reculer le gouvernement sur sa décision. Toujours plus forts et fortes, toujours plus nombreux et nombreuses, nous devons lutter jusqu'au bout pour que l'éducation reste accessible à tous les Québécois et Québécoises.

Session d'automne : une lutte glorieuse

Le 8 novembre, dernier, une assemblée générale historique avait lieu. À plus de 85 %, les quelques 1500 étudiant-e-s présent-e-s ont décidé de joindre les 200 000 grévistes de partout au Québec contre la hausse des frais de scolarité en faisant grève pendant une journée, le 10 novembre.

Convoqué-e-s à un conseil de grève le lendemain soir, les étudiant-e-s de Maisonneuve ont été clair-e-s; aucune activité ne pourrait avoir lieu pendant cette journée sur le campus. Par conséquent, dès 3h30 du matin, des militant-e-s formaient des piquets de grève autour du collège pour bloquer l'accès, y compris au chantier de construction de l'aile E.

WWW.SOGEECOM.ORG

SO GÉÉ COM M U N I Q U É

Grève Générale Illimitée

Après tous les efforts déployés par les militantes en réponse à l'attaque à l'accessibilité des études que nous connaissons, le gouvernement persiste dans sa vision élitiste de l'éducation. Dans le passé, l'accès à l'éducation était refusé aux femmes, maintenant c'est essentiellement la question du manque d'argent qui déterminera le futur de notre parcours académique. Nous endetterons-nous davantage? Nous redirigerons-nous vers un programme plus rapide? Ce qui est sûr, c'est que plusieurs personnes n'auront tout simplement plus la capacité de s'instruire.

Mais la CLASSE (voir l'article : La lutte c'est CLASSE!) s'organise. Des étudiant-e-s à travers le Québec prévoient faire grève, tout d'abord pour contrer la hausse des frais de scolarité universitaires et les compressions budgétaires collégiales, mais surtout pour déclencher un débat de société.

Une grève générale illimitée c'est se donner les moyens et le pouvoir de faire plier le gouvernement, d'exiger une plus grande justice sociale. Faire grève, c'est bloquer le fonctionnement des institutions d'enseignement. Ce sont nos institutions, notre éducation et c'est à nous d'en décider le sort. C'est arrêter le système actuel pour faire entendre nos voix, nos revendications, notre point de vue, puisque le gouvernement reste sourd et continue d'imposer à la population ses décisions impopulaires et régressives. C'est aussi être présent-e-s tous les matins sur les piquets de grève, joindre des manifestations d'envergure, prendre action pour augmenter notre rapport de force face à nos adversaires. C'est aussi une vie politique étudiante engagée, avec des assemblées générales de reconduction à chaque semaine, pour se repositionner sur l'avenir du mouvement. En Grève Générale Illimitée, c'est un devoir de participer à ces assemblées, car toutes les ententes avec le gouvernement y seront explicitées et débattues.

La SOGÉÉCOM a démontré sa combativité le 10 novembre. Maintenant que la pression monte, Maisonneuve se doit de joindre le mouvement. Pour les générations futures, pour nous même et pour les autres, nous devons combattre avec tous les moyens possibles pour empêcher le sabotage de notre éducation.

ENGREVE.INFO



La hache dans nos cégeps : un sabotage planifié

Depuis plusieurs mois déjà, on entend parler de hausse des frais de scolarité, et de plus en plus, de grève générale illimitée. Par contre, ce que l'on sait moins, c'est qu'en plus de nous demander de payer plus cher à l'université, le gouvernement Charest coupe allègrement dans nos CÉGEPs.

En moins d'un an, le gouvernement aura imposé 3 vagues de compressions majeures dans les CÉGEPs, coupant en tout près du tiers de leur budget normalement alloué. Après la troisième vague de coupures, c'est une quinzaine de cégeps, dont Maisonneuve, qui seront dans le rouge.

Mais malgré tout, le gouvernement s'entête à dire que ces coupures n'affecteront pas les services aux étudiant-e-s. Il ferme ainsi les yeux sur le cégep de Lanaudière, qui a dû liquider son équipe de football, sur Drummondville, où l'administration a dû baisser le chauffage pour économiser, sur Alma, où les professeur-e-s qui partent à la retraite ne sont plus remplacé-e-s... Les exemples comme ceux-ci sont nombreux : le cégep Gérard-Godin, à Montréal, menace même de fermer faute d'argent pour payer ses factures!

À Maisonneuve, c'est plus de 590 000 dollars qui ont été retirés des budgets pour cette année seulement. À l'instar de multiples autres collèges, le budget du service

d'animation culturelle, qui s'occupe entre autres de la troupe de théâtre, de celle de danse, du club de photographie, a été coupé de l'ensemble de ses fonds. Pire encore, l'administration a coupé dans les centres d'aide (AMI, APOGÉE, ACCORD) pour rééquilibrer le budget du collège. Résultat, c'est encore nos conditions d'étude qui vont se détériorer.

Une question se pose : pourquoi le gouvernement coupe-t-il dans les CÉGEPs? La réponse officielle : le manque d'argent provenant des exportations et le coût des inondations en Montérégie auraient mis en danger l'atteinte du sacro-saint « équilibre budgétaire ». On voit bien à quel point l'éducation est une priorité pour le gouvernement...

Contre les coupures dans les CÉGEPs, contre la hausse des frais à l'université, notre seule option viable reste la grève générale illimitée. À nous de faire comprendre au gouvernement que, contrairement à lui, l'éducation est pour nous une réelle priorité.

Qu'est-ce que le SOGÉÉCOMMUNIQUÉ?

Le SOGÉÉCOMMUNIQUÉ est un bulletin d'information et d'opinion produit par la SOGÉÉCOM. Il est le fruit d'une collaboration entre le conseil exécutif, le comité de mobilisation et les membres souhaitant y participer.

Blocage des bureaux du ministère de l'éducation

Environ 200 étudiants et étudiantes ont participé au blocage des bureaux du MELS au 600 rue Fullum le 27 janvier dernier. L'action avait pour but d'envoyer un message clair au gouvernement : notre lutte sera combative.

Le premier groupe est arrivé sur place dès 8:15 et a tenu le blocus pendant près de trois heures, malgré l'intervention des policiers et la pluie.



La gratuité scolaire : rêver en couleur?

En regardant l'état des finances publiques, plusieurs trouvent absurde et utopiste l'idée de la gratuité scolaire. C'est, dit-on, de rêver en couleur que de penser qu'il soit même possible et envisageable de réaliser une telle chose dans le contexte économique actuel.

La démocratie se fonde sur l'idée générale qu'on ne peut faire confiance à personne en particulier pour distinguer les bonnes solutions des mauvaises quant aux problèmes auxquels la société fait face. On conviendra, donc, que dans une perspective de démocratie, il est très important que tous ceux et celles qui souhaitent exprimer une opinion puissent le faire librement. Or, cela passe sans contredit par l'éducation. En effet, l'éducation a d'abord et avant tout pour but de former des citoyen-ne-s indépendant-e-s, autonomes et capables de jugement critique.

Dans ce contexte, il est nécessaire que l'éducation soit accessible à toutes et tous sans aucune distinction. Plusieurs diront que l'éducation est d'ores et déjà accessible, or, nous savons très bien qu'elle ne l'est pas également pour tout le monde. D'abord, la simple question du marché de l'emploi force plusieurs personnes à étudier une discipline qui ne les intéresse pas forcément. Plutôt que de s'engager dans un champ d'études qui leur tient à cœur, ils et elles sont contraint-e-s de choisir une branche dont ils et elles savent qu'elle leur permettra de subsister. Évidemment, ce sont les plus précaires d'entre eux qui seront le plus contraint-e-s par ce choix.

La gratuité scolaire permettrait de réduire l'écart entre les classes sociales, en éliminant une part majeure de l'obstacle financier qui s'impose présentement à tous ceux et celles qui souhaitent poursuivre des études. Le parcours scolaire est donc ouvert dans toutes les disciplines, et les études ne sont plus envisagées comme un investissement individuel, mais bien comme une formation dont toute la société bénéficie.

Si l'éducation est envisagée avant tout comme une institution au service de la société et de la démocratie, elle se doit d'être gratuite, sans quoi la démocratie est viciée par une inégalité économique. La gratuité scolaire, c'est d'abord une question de bien collectif, de droit individuel et de démocratie. C'est non négociable, utopie ou pas, et ça n'est certainement pas un luxe.

Et c'est possible?

On tente souvent d'éviter le débat idéologique et l'évocation des principes fondamentaux en prétextant simplement que « de toute façon, c'est irréaliste! » Dans les faits, Institut de recherche en économie contempo-

raine (IREC) affirme qu'il faudrait au plus 405 millions de dollars environ pour instaurer une telle mesure. Quand on constate l'argent qui, année après année, se sauve dans des paradis fiscaux, ou qui n'est pas prélevé par l'impôt aux grandes entreprises et aux plus riches, on se rend bien vite compte qu'il ne suffirait en fait que d'un peu de volonté pour mettre en place un système qui avantagera à long terme tous les citoyens et toutes les citoyennes du Québec.

Répétons-le, il ne s'agit pas ici d'un luxe qu'on peut avoir la paresse d'ignorer, mais bien d'un impératif, une mesure nécessaire à la santé de la démocratie. C'est d'abord par l'éducation que l'on pourra améliorer notre société; une éducation dont tous et toutes doivent pouvoir profiter autant qu'ils et elles le souhaitent. À ceux qui nous diront que nous rêvons en couleur, répondons que nous ne faisons que notre devoir citoyen.

Assemblée générale

Plusieurs choses ont été mises au clair lors de la dernière assemblée générale du 7 février, où tous les membres de la SOGÉÉCOM étaient convié-e-s. Nous avons d'abord adopté à forte majorité qu'une assemblée générale spéciale de grève se tienne le 21 février prochain, à midi. Ce sera l'occasion de déterminer si nous, les étudiant-e-s de Maisonneuve, voulons continuer le combat (entamé depuis deux ans) contre la hausse des frais de scolarité et faire partie du mouvement maintenant généralisé à l'échelle du Québec. Nous avons également adopté que la proposition suivante soit apportée par le conseil exécutif lors de l'assemblée du 21 février :
Considérant que la SOGÉÉCOM suit une escalade de moyens de pressions depuis près de deux ans
Considérant que l'ultimatum lancé au gouvernement lors de la journée de grève du 10 novembre a été ignoré;

*Que la SOGÉÉCOM soit en grève générale.

*Que les stages techniques soient maintenus, ainsi que les cours nécessaires aux stages techniques.

*Que les cours de la formation continue soient maintenus.

*Que, pendant la grève, une assemblée générale hebdomadaire soit convoquée pour voter la reconduction de la grève.

*Que les cours soient levés pour la journée et que l'on convoque un conseil de grève ce soir même.